

Le Liban se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, émergeant d'années de chocs et de crises multiples, dont un effondrement économique sans précédent qui a entraîné une contraction de 50 % de l'économie, la perte de plus de 90 % de la valeur de la livre et la chute de plus de 50 % de la population libanaise dans la pauvreté ; un lourd tribut à la guerre en Syrie, notre pays ayant accueilli le plus grand nombre de réfugiés par habitant au monde, soit plus de 25 % de la population ; les conséquences de l'explosion quasi-nucléaire survenue dans le port de Beyrouth ; et plus récemment une guerre dévastatrice avec d'importants dommages causés aux infrastructures et une perte généralisée de moyens de subsistance (10 000 personnes ont perdu la vie, 1,2 millions de Libanais ont été déplacés, et les besoins de redressement et de reconstruction de tous les services essentiels s'élèvent à 11 milliards de dollars), ces chocs et crises s'ajoutant aux problèmes régionaux et nationaux actuels.

Ces crises successives ont lourdement pesé sur la capacité de l'État à fournir au peuple libanais les services de base, l'électricité, la santé, la sécurité et les filets de sécurité sociale, notamment. Cela a entraîné, de la part de nos citoyens, une perte de confiance dans l'État qui a provoqué une fuite massive des cerveaux, et une perte de confiance, globalement, de la part de la communauté internationale. En fait, la gestion de crise a été le mode opératoire du Liban ces vingt dernières années, ce qui s'est traduit par un bilan médiocre en termes de mise en œuvre de réformes. Ce n'est pas faute d'efforts, mais les réformes profondes nécessitent un consensus et une appropriation qui, à leur tour, requièrent sécurité et stabilité, deux luxes dont le Liban ne jouit pas depuis bien trop longtemps.

Cependant, le Liban dispose aujourd'hui d'une nouvelle direction politique, habilitée à reconstruire une solide gouvernance institutionnelle, politique, judiciaire, économique et financière. Nous sommes déterminés à résoudre les problèmes macroéconomiques hérités du passé et à engager des réformes structurelles de longue haleine. Nous nous employons à relancer une économie productive en attirant les investisseurs, en engageant le secteur privé par le biais de partenariats public-privé et en séduisant notre vaste et dynamique diaspora, une croissance tirée par le secteur privé étant l'avenir du Liban.

Cela dit, nous sommes conscients que la subsistance de notre population dépend aujourd'hui de l'effort de reconstruction et d'institutions fortes capables de fournir des services de base aux citoyens et de restaurer la confiance dans l'État. Dans cette quête, nous appelons la communauté internationale à donner à notre État les moyens d'agir, à aider notre armée à étendre son déploiement dans le sud, conformément à la résolution 1701, et à renforcer son autorité sur le sol libanais. Nous demandons à nos partenaires de développement d'apporter au Liban le soutien dont il a besoin pour progresser dans sa reconstruction, accélérer la stabilisation, poursuivre les réformes économiques et structurelles dans le cadre d'un programme global du Fonds monétaire international, que nous avons sollicité et commençons à négocier, et regagner la confiance et la crédibilité dans notre capacité à tenir nos promesses. Aussi votre soutien et votre plaidoyer nous sont-ils essentiels pour que nous puissions réaliser la transformation institutionnelle et économique à laquelle le Liban aspire pour son peuple.

À cet égard, je voudrais sincèrement remercier la BERD pour l'inébranlable et précieux soutien qu'elle a apporté au Liban tout au long de ces dernières années difficiles en soutenant la gouvernance institutionnelle par la réorganisation des marchés publics et des entreprises d'État, en soutenant le secteur de l'énergie pour une énergie plus propre et, surtout, en soutenant le secteur privé par l'offre de conseils aux petites et moyennes entreprises. Nous sommes impatients d'étendre notre collaboration avec la BERD alors que nous continuons à restructurer le secteur bancaire (la levée du secret bancaire pour l'audit des banques est en cours et la loi sur la résolution bancaire est à l'étude au Parlement), le but étant de rétablir un secteur bancaire viable et sain capable d'attirer des financements, d'accorder des crédits et de relancer la croissance.

Il s'offre en effet au Liban une nouvelle opportunité que nous ne devons pas manquer. Nous comptons sur vous pour parcourir ce chemin difficile et traduire notre vision commune en progrès tangibles sur le terrain, pour un avenir plus résilient et plus inclusif pour tous.

Avec mes sincères remerciements,
Yassine Jaber, ministre des Finances